



Convention internationale
sur l'élimination
de toutes les formes
de discrimination raciale

Distr.
GENERALE

CERD/C/299/Add.14
10 mars 1997

FRANCAIS
Original : Russe

COMITE POUR L'ELIMINATION DE LA
DISCRIMINATION RACIALE

EXAMEN DES RAPPORTS PRESENTES PAR LES ETATS PARTIES CONFORMEMENT
A L'ARTICLE 9 DE LA CONVENTION

Quatorzièmes rapports périodiques des Etats parties devant
être présentés en 1996

Additif

Ukraine *

[5 mars 1997]

TABLE DES MATIERES

* On trouvera rassemblés dans le présent document les treizième et quatorzième rapports périodiques, qui devaient être présentés le 6 avril 1994 et le 6 avril 1996, respectivement. Le douzième rapport périodique de l'Ukraine et les comptes rendus analytiques des séances au cours desquelles le Comité l'a examiné font l'objet des documents CERD/C/226/Add.3 et CERD/C/SR.958, 959 et 983.

Les renseignements présentés par l'Ukraine conformément aux directives unifiées concernant la première partie des rapports des Etats Parties figurent dans le document de base publié sous la cote HRI/CORE/1/Add.63.

		<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Première partie	GENERALITES	1 - 14	3
Deuxième partie	RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES MESURES PRISES POUR DONNER EFFET AUX ARTICLES 2 A 7 DE LA CONVENTION	15 - 66	6
	Article 2	15 - 26	6
	Article 3	27 - 31	8
	Articles 4, 5 et 6	32 - 56	9
	Article 7	57 - 66	12

Première partie

GENERALITES

1. Le présent rapport complète les précédents rapports périodiques qui ont été présentés par l'Ukraine conformément à l'article 9 de la Convention (le dernier a été remis au secrétariat en juillet 1992). Ont pris part à son établissement le Ministère de la justice, le Comité d'Etat pour les questions relatives aux nationalités et à la migration, le Comité d'Etat pour les questions religieuses, le Ministère des affaires étrangères et le Ministère de l'intérieur.
2. En accédant à l'indépendance, l'Ukraine s'est trouvée confrontée à la question du choix des voies ethniques et politiques dans lesquelles elle allait s'engager. Il y a lieu de signaler que la défense des droits des minorités nationales a été alors l'un des objectifs prioritaires du Gouvernement ukrainien sur le plan des relations interethniques. Etant donné que sa population était composée de plusieurs ethnies (plus du quart des citoyens du pays ne sont pas des Ukrainiens de souche) et que ces groupes très divers sur les plans culturel, religieux et linguistique vivaient ensemble depuis longtemps en entretenant des relations constructives et mutuellement enrichissantes, l'Ukraine a opté pour une société pluriculturelle, choix qui était d'ailleurs conforme aux principes du droit international.
3. Dans cet esprit, il a été décidé que la législation à élaborer pour régler les relations interethniques serait fondée sur le principe suivant lequel les citoyens devaient tous jouir des mêmes droits et libertés, indépendamment de leur origine nationale (ethnique), de leur race et de leurs convictions religieuses, et avoir dans des conditions d'égalité la possibilité de participer à la vie économique, sociale, politique et culturelle du pays.
4. Le 9 novembre 1995, l'Ukraine est entrée au Conseil de l'Europe et a contracté un certain nombre d'obligations auprès de cet organisme. Le pays s'est acquitté de l'une de ces obligations en adoptant une nouvelle constitution fondée sur les principes démocratiques et inspirée de l'idée de la primauté du droit.
5. Le 28 juin 1996, le Parlement de l'Ukraine - la Verkhovna Rada - a adopté cette constitution en tant que nouvelle loi fondamentale de l'Ukraine. Ce texte a donné une dimension nouvelle à l'Etat ukrainien, puisqu'il consacre au plus haut niveau le principe suivant lequel les droits de l'homme et les libertés fondamentales ainsi que leur sauvegarde doivent déterminer la teneur et l'orientation des politiques de l'Etat (deuxième alinéa de l'article 3 de la Constitution).
6. La Constitution proclame l'Ukraine Etat souverain et indépendant, démocratique, social et fondé sur le droit (art. premier). La Constitution s'inscrit dans le cadre du droit universel et les lois de l'Ukraine sont déterminées par la Constitution. Il est déclaré dans la Constitution que les traités internationaux ratifiés par la Verkhovna Rada de l'Ukraine font partie intégrante du droit interne.

7. La Constitution de l'Ukraine, en son article 24, garantit à tous les citoyens les mêmes droits et libertés constitutionnels et interdit la discrimination fondée sur la race, la couleur, les convictions politiques, religieuses et autres, l'origine ethnique ou sociale, la fortune, la langue ou toute autre situation. En son article 26, elle reconnaît aux étrangers et aux apatrides se trouvant légalement en Ukraine les mêmes droits et libertés que ceux dont jouissent les citoyens ukrainiens dans leur pays, sous réserve des restrictions formulées dans la Constitution, les lois ukrainiennes ou les traités internationaux auxquels le pays est partie.

8. Il y a lieu de signaler que la commission européenne chargée de la question de la démocratie par le droit indique, dans son projet de conclusions daté du 17 janvier 1997, que la Constitution de l'Ukraine garantit et protège un ensemble de droits assez complet, qu'elle donne à penser que le pays souhaite établir tout l'éventail des droits garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et qu'elle laisse réellement croire que les droits en question pourront être exercés concrètement.

9. On notera en outre que l'Ukraine a signé le 9 novembre 1995 les protocoles 2 et 11 se rapportant à la Convention européenne et, le 19 décembre 1996, les protocoles 1, 4 et 7.

10. Le 15 septembre 1995, le pays a signé la Convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales. Tous les documents nécessaires à la ratification de cette convention ont été établis et remis à la Verkhovna Rada de l'Ukraine.

11. Le 27 janvier 1997, la Verkhovna Rada a été saisie du dossier de ratification de la Charte européenne des langues régionales et des langues des minorités, que l'Ukraine avait signée le 2 mai 1996.

12. Quant aux instruments internationaux relatifs à la lutte contre la discrimination, sont en vigueur à l'égard de l'Ukraine la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention de l'OIT No 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession, la Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Convention de Vienne sur le droit des traités.

13. Un document établissant la politique fondamentale de l'Etat en matière de protection des droits de l'homme a été élaboré et sera communiqué au Cabinet des ministres de l'Ukraine en mars de cette année. De même, un document énonçant les principes directeurs de la politique de l'Etat ukrainien en matière de droits des peuples autochtones a été établi, puis soumis à un grand nombre d'organisations internationales s'occupant des droits de l'homme, pour examen par des juristes.

14. Les autorités ont entrepris de revoir systématiquement les lois et règlements nationaux pour les aligner sur les règles et principes européens ainsi que sur les principes universaux de droit international. Elles sont en train d'élaborer des projets de loi sur le statut juridique des étrangers et des apatrides, ainsi que sur les modalités de l'octroi du droit d'asile à ces personnes.

Deuxième partie

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES MESURES PRISES POUR DONNER
EFFET AUX ARTICLES 2 A 7 DE LA CONVENTION

Article 2

15. Soucieuse d'éliminer les effets néfastes d'une politique par laquelle l'URSS avait cherché à faire perdre effectivement aux républiques qui la constituaient leur identité nationale, l'Ukraine prend des mesures législatives et autres dans le but de préserver l'originalité culturelle des ethnies peuplant le territoire national. Le pays doit en grande partie à une politique ethnique pondérée et tolérante le fait qu'il est l'un des rares Etats issus de l'ancienne URSS qui n'ont pas connu de conflits interethniques jusqu'ici.

16. L'Ukraine a établi en un laps de temps relativement court et continue d'ajuster l'assise politique et juridique des relations entre ethnies et nationalités, qui tient compte des intérêts des différents groupes, les concilie et les équilibre au mieux. C'est ainsi qu'ont été adoptés une déclaration des droits des minorités nationales en Ukraine et toute une série de lois concernant notamment la citoyenneté, les minorités nationales, les langues des minorités, l'éducation, la liberté de conscience et les organisations religieuses, ainsi que les principes de la législation ukrainienne relative à la culture, instruments qui assurent à tous les citoyens de l'Ukraine, dans des conditions d'égalité, la jouissance des droits politiques, économiques, sociaux et culturels et à tous les groupes ethniques, la liberté de faire que s'épanouissent leur langue et leur culture, ainsi que le respect et la protection de leur identité culturelle.

17. Les travaux préparatoires à la ratification de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales ainsi que la Charte européenne des langues régionales et des langues des minorités touchent à leur fin; l'achèvement de ce processus fera franchir au pays un nouveau pas dans la voie de la tolérance et du respect entre groupes ethniques différents.

18. L'Etat facilite le retour et la réinstallation des personnes déportées en raison de leur origine nationale durant les années de régime totalitaire. Depuis son accession à l'indépendance, l'Ukraine ouvre régulièrement des crédits budgétaires importants pour la réinstallation de ces personnes ainsi que le règlement de leurs problèmes sur le plan de la culture, de l'éducation et de la formation. Le Gouvernement ukrainien a approuvé un programme spécial de mesures à mettre en oeuvre à titre prioritaire en vue de l'hébergement et de la réinstallation de plus de 250 000 Tatars de Crimée et de personnes d'autres nationalités encore qui ont regagné la Crimée au cours de ces dernières années. La communauté mondiale soutient les efforts déployés par l'Ukraine sur ce plan. Des mesures spéciales d'aide aux déportés revenus dans la République autonome de Crimée ont commencé à être mises en oeuvre en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Organisation internationale pour les migrations collaborent à l'établissement des programmes requis.

19. Les nouveaux liens qui unissent l'Etat et l'Eglise ont été consacrés par la Constitution de l'Ukraine. Y figurent aujourd'hui plusieurs dispositions qui, dans le passé, n'avaient pas place dans la législation nationale. C'est ainsi qu'est énoncée dans le préambule de la Constitution la responsabilité de la Verkhovna Rada devant les générations présentes et futures, devant sa propre conscience et devant Dieu. L'article 35 de la Constitution garantit aux citoyens la liberté de professer toute religion ou de n'en professer aucune, de manifester sans entraves sa religion, individuellement ou collectivement, par le culte et l'accomplissement de rites et de mener une activité religieuse. A l'article 11, il est établi que l'Etat facilite l'épanouissement de l'identité religieuse de tous les peuples autochtones et des minorités nationales de l'Ukraine.

20. Le Gouvernement a élaboré un projet de principes directeurs de sa politique à l'égard de l'Eglise, qui, conformément à la Constitution et aux normes du droit international, doivent inspirer sa stratégie des relations entre l'Etat et l'Eglise et déterminer tant les objectifs prioritaires de sa politique à l'égard de la religion et de l'Eglise que les voies et les mécanismes de la réalisation de ces objectifs. Quant aux pièces maîtresses de cette stratégie, il y a lieu de signaler la création de mécanismes efficaces pour l'exercice de la liberté de conviction et de religion garantie par la Constitution, l'élaboration des principes juridiques d'une harmonisation des relations entre l'Etat et l'Eglise et la pleine reconnaissance à l'Eglise du statut juridique et social qui lui revient au sein de la société, l'appui aux activités menées par les organisations religieuses pour accomplir les tâches qui sont légalement les leurs, la dépolitisation du monde religieux et l'atténuation - dans toute la mesure possible - des incidences destructrices que pourraient avoir les conflits entre Eglises sur la collectivité, l'aide à l'épanouissement de l'identité religieuse des peuples autochtones et des minorités nationales de l'Ukraine; enfin, la lutte contre les manifestations d'une intolérance religieuse ou d'une discrimination fondée sur la religion.

21. Le fait d'avoir établi un cadre constitutionnel et juridique dans lequel puisse s'exercer la liberté de conviction et de religion a aidé le pays à se défaire d'un legs néfaste du passé sur le plan de la religion et des Eglises, à intensifier la vie religieuse et spirituelle en Ukraine et, en définitive, à consolider l'harmonie et la compréhension entre les confessions. Depuis que l'Ukraine a accédé à l'indépendance, il y a quatre ans, le nombre d'organisations religieuses a augmenté de plus du tiers et le pays compte aujourd'hui 17 600 communautés et 65 confessions, mouvements et tendances différents. Le nombre de séminaires et de monastères a plus que triplé, tandis que celui des missions et des congrégations a quintuplé et celui des publications périodiques, sextuplé. Presque toutes les confessions établies depuis longtemps en Ukraine ont leurs propres séminaires, dont l'effectif se chiffre à 15 000 personnes au total.

22. Sur le plan des biens matériels, la situation de l'Eglise s'est nettement améliorée : l'Etat lui a restitué 3 000 lieux de culte et plus de 8 000 objets qui faisaient partie de son patrimoine. Plus de 1 000 temples ont été érigés et environ 2 000 lieux de culte sont en cours de construction.

23. L'Etat facilite l'épanouissement de l'identité religieuse des minorités nationales. Il a pour politique de soutenir la mise en place et l'entretien des équipements nécessaires à la pratique de leur religion, de créer des conditions propices à leurs activités et de les aider à étendre leurs relations avec des coreligionnaires à l'étranger. L'année passée, plus de 3 000 croyants de 15 pays ont visité l'Ukraine tandis que plus de 1 000 croyants ukrainiens se sont rendus à l'étranger.

24. La renaissance religieuse et spirituelle du pays ne semble s'accompagner d'aucun acte de discrimination fondée sur la religion. Les conflits entre Eglises suscitent des inquiétudes, encore qu'ils semblent s'apaiser : ils sont, d'une part, l'expression d'une lutte entre confessions (l'orthodoxe et la catholique), pour s'assurer la prépondérance ainsi que la jouissance des lieux de culte locaux et, d'autre part, la conséquence de l'ingérence de certaines autorités locales dans les affaires religieuses et ecclésiastiques et de la sollicitation de l'appui de certaines Eglises et de leurs congrégations par des courants politiques qui cherchent à consolider leur position.

25. Dans l'ensemble, les conflits entre Eglises s'atténuent grâce à la dépolitisation des problèmes qui en sont la cause profonde. Cependant, de nouvelles flambées ne sont pas à exclure du fait de la persistance des facteurs précités. Cela dit, l'Etat a suffisamment de moyens constitutionnels et juridiques à sa disposition pour empêcher et neutraliser ces conflits, sans pour autant s'immiscer dans le droit canonique et ecclésiastique.

26. Plusieurs mesures ont été prises récemment en vue de renforcer le climat de concorde sur le plan religieux. En particulier, une rencontre a été organisée entre le Président de l'Ukraine, M. D. Koutchmy, et les dirigeants religieux du pays au cours de laquelle les voies à suivre pour instituer les conditions propices à l'action religieuse ont été définies. Il a été créé une union oecuménique ukrainienne qui a principalement pour but de consolider la paix religieuse et l'accord entre les confessions ainsi que de coordonner l'activité sociale des organisations religieuses.

Article 3

27. Des propositions de dispositions tendant à modifier et à compléter les lois en vigueur ont été élaborées pour aligner la législation nationale sur les traités internationaux relatifs à la défense des droits des minorités nationales qu'a signés l'Ukraine et pour améliorer les mécanismes juridiques censés empêcher les manifestations d'une discrimination entre ethnies. Les suggestions faites par les organisations sociales et les minorités ethniques ont été prises en considération aux fins de la rédaction de ces textes et en particulier celui des dispositions tendant à modifier et à compléter la loi sur les minorités nationales. Par l'article 18 de cette loi, entre autres, toute restriction des droits et libertés fondée sur la nationalité ou la race est interdite et réprimée. Selon les nouvelles dispositions de cet article, seraient également interdits et réprimés les actes d'incitation à l'hostilité interethnique, raciale et religieuse. Ces propositions et les dossiers qui les accompagnent ont été soumis au Gouvernement ukrainien pour examen.

28. Des mesures sont prises en vue d'améliorer les mécanismes dont dispose le pays pour empêcher les manifestations d'une discrimination interethnique. C'est ainsi qu'a été créée en juin 1996 une commission interdépartementale spéciale munie des pouvoirs requis pour évaluer du point de vue juridique et technique les publications paraissant en Ukraine et qui est chargée de déceler d'éventuelles tendances néfastes au sein de la collectivité qui seraient liées au racisme, au chauvinisme ou à l'intolérance religieuse et de réagir promptement le cas échéant.

29. Conformément à la Constitution de l'Ukraine, aucune idéologie ne peut être reconnue par l'Etat comme étant obligatoire et celui-ci garantit la liberté de toute activité politique qui n'est pas interdite par la Constitution et les lois du pays (deuxième et quatrième alinéas de l'article 15). Sont interdits tous partis politiques ou organisations sociales dont le programme et l'action inciteraient à la haine raciale, ethnique ou religieuse (art. 37).

30. En vertu du premier alinéa de l'article 144 de la Constitution, les organes des collectivités locales ne prennent de décisions que dans les limites des pouvoirs qui leur sont reconnus par la loi. Ces organes n'ont pas le droit d'inciter à la discrimination raciale ni d'encourager une telle discrimination.

31. Ainsi qu'il a été indiqué dans le douzième rapport périodique de l'Ukraine, un nouvel article 66 du Code pénal relatif à la violation de l'égalité en droits des citoyens du fait de leur race, de leur nationalité ou de leur attitude envers la religion est entré en vigueur le 12 septembre 1991.

Articles 4, 5 et 6

32. Conformément à l'article 21 de la Constitution de l'Ukraine, toutes les personnes sont libres et égales en dignité et en droits; les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont inaliénables et inviolables. L'article 27 dispose que chaque personne a le droit inaliénable à la vie, que nul ne peut être privé arbitrairement de la vie et qu'il est du devoir de l'Etat de protéger la vie humaine. L'article 28 stipule que chaque personne a droit au respect de sa dignité et que nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. L'Ukraine a ratifié le 24 janvier 1997 la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

33. Les articles 9 et 14 de la loi sur les minorités nationales garantissent les droits politiques de ces minorités. Conformément à l'article 9 de cette loi, les personnes appartenant à une minorité nationale ont le droit d'être élues ou nommées dans des conditions d'égalité à toutes fonctions au sein des organes du pouvoir législatif, exécutif ou judiciaire, des collectivités locales et territoriales, de l'armée, des entreprises, des instituts et des organisations. Conformément à l'article 14, les organisations sociales des minorités ethniques ont le droit de proposer leurs candidats lors des élections aux organes du pouvoir central et local.

34. A l'heure actuelle, 12 nationalités sont représentées au Parlement. Le Conseil des représentants d'organisations sociales des minorités nationales ukrainiennes remplit des fonctions consultatives auprès du Comité d'Etat pour les questions relatives aux nationalités et à la migration, qui est l'organe central du pouvoir exécutif pour les relations interethniques. D'autres organes consultatifs remplissent des fonctions analogues auprès des autorités locales, là où sont implantées des minorités nationales.

35. Ces dispositions de la législation ukrainienne offrent aux minorités nationales la possibilité d'exercer une influence active sur la conception et l'exécution des politiques de l'Etat qui les touchent. La Constitution reconnaît à quiconque se trouve légalement sur le territoire de l'Ukraine le droit d'y circuler librement et de choisir sa résidence ainsi que le droit de quitter le pays, sous réserve des restrictions établies par la loi (premier alinéa de l'article 33).

36. En outre, entre 1992 et 1993, plusieurs règlements ont été pris en vue de libéraliser les procédures de sortie du territoire et d'entrée sur le territoire, qui ont été couronnés par une loi sur la question, adoptée en janvier 1994, qui règle en ce qui concerne les citoyens ukrainiens les modalités de l'exercice des droits reconnus à l'article 33 de la Constitution.

37. La situation en ce qui concerne les voyages d'affaires ou d'agrément à l'étranger est la suivante : en 1992, plus de 1 895 000 citoyens ukrainiens ont reçu l'autorisation d'effectuer un voyage à l'étranger; en 1993, ils étaient 1 273 000 à s'être fait délivrer un passeport extérieur valable pour des sorties multiples, chiffre qui est passé à 1 328 000 en 1994 pour tomber à 765 600 en 1995. Quant aux citoyens ukrainiens ayant quitté le pays pour résider à l'étranger, ceux-ci étaient au nombre de 35 100 personnes en 1992, de 36 800 en 1993, de 44 800 en 1994 et de 37 900 en 1995.

38. En 1995, 1 050 personnes (soit 0,14 % de l'ensemble des demandeurs) se sont vu refuser - pour des motifs visés par la loi - un passeport extérieur valable pour des séjours de courte durée à l'étranger et seules 29 personnes (0,076 %), un passeport extérieur valable pour des séjours de longue durée.

39. Quant aux étrangers venus en Ukraine en voyage d'affaires, ceux-ci étaient au nombre de 114 700 en 1992, de 50 500 en 1993, de 264 500 en 1994 et de 92 600 en 1995.

40. Les autorités ukrainiennes continuent à travailler à une amélioration de la politique en matière de visas et à une simplification des formalités d'entrée en Ukraine et de sortie du territoire.

41. Le droit à la citoyenneté ukrainienne est garanti par la Constitution. En particulier, celle-ci établit, au deuxième alinéa de son article 25, qu'aucun citoyen ukrainien ne peut être expulsé de l'Ukraine ni remis aux autorités d'un autre Etat. Aucun citoyen ukrainien ne peut être privé de sa nationalité ni du droit de changer de nationalité (premier alinéa de l'article 25).

42. La Constitution dispose en son article 51 que chacun des époux a des droits et des devoirs égaux au regard du mariage et de la famille et que le mariage est fondé sur le libre consentement de la femme et de l'homme.

43. En son article 41, la Constitution garantit à chacun le droit de posséder des biens, ainsi que d'en jouir et d'en disposer, de même que du fruit de son activité artistique ou intellectuelle.

44. La Constitution, en son article 34, reconnaît à chacun la liberté de pensée et d'expression ainsi que le droit d'exprimer librement ses opinions et convictions.

45. Elle garantit aussi à chacun, en son article 35, la liberté de conviction et de religion. L'exercice de ce droit ne peut être restreint par la loi que si l'exigent l'ordre public, la santé ou la moralité publiques, ou les droits et libertés d'autrui.

46. La Constitution, en son article 39, établit le droit de se réunir pacifiquement, sans armes, et de tenir des réunions, des rassemblements, des défilés et des manifestations à condition que les organes du pouvoir exécutif ou des collectivités locales en soient informés à temps.

47. Le droit au travail, au libre choix d'un travail et à des conditions de travail équitables est consacré à l'article 43 de la Constitution. L'Etat est tenu de créer les conditions nécessaires au plein exercice, par les citoyens ukrainiens, de leur droit au travail.

48. La Constitution, au troisième alinéa de son article 36, garantit aux citoyens de l'Ukraine le droit de s'affilier à un syndicat dans le but de défendre leurs droits et intérêts en matière de travail et sur le plan social et économique.

49. La Constitution, en son article 47, consacre le droit au logement. L'Etat est tenu de créer les conditions nécessaires pour que chaque citoyen ait la possibilité de construire, d'acquérir ou de louer un logement.

50. Conformément à l'article 49 de la Constitution, chacun a le droit à la protection de sa santé, à des soins médicaux et à une assurance maladie. La protection de la santé est assurée par le biais des programmes d'aide sociale et économique, de soins médicaux et sanitaires, de santé et de prophylaxie qui sont financés par l'Etat.

51. La Constitution, en son article 48, reconnaît à chacun le droit à un niveau de vie suffisant pour lui-même et pour sa famille.

52. Conformément à l'article 55 de la Constitution, les droits de l'homme et du citoyen et les libertés fondamentales sont protégés par les tribunaux. Quiconque a épuisé les recours juridiques internes (c'est-à-dire les tribunaux et le délégué de la Verkhovna Rada aux droits de l'homme) est libre, dans le but de défendre ses droits et libertés, de s'adresser aux institutions judiciaires internationales compétentes ou aux organes compétents des organisations internationales dont l'Ukraine est membre.

53. La Constitution, en son article 56, garantit à chacun le droit à réparation, par l'Etat ou les collectivités locales, de tout préjudice causé par des décisions illégales, des actes ou des omissions des organes de l'Etat ou des collectivités locales, de leurs représentants ou de leurs agents.

54. Une loi sur la Cour constitutionnelle de l'Ukraine a été adoptée le 16 novembre 1996.

55. Un poste de médiateur - le délégué de la Verkhovna Rada aux droits de l'homme - a été établi conformément à la Constitution. Une loi est en cours d'élaboration qui réglera les fonctions, les droits et les devoirs de ce délégué : le législateur s'inspire à cette fin de tout un ensemble d'instruments juridiques internationaux sur la question, car, jusqu'en 1996, la notion de médiation en matière de droits de l'homme était inconnue en Ukraine.

56. L'élaboration des principes directeurs d'une réforme judiciaire et juridique s'achèvera bientôt. Des projets de loi sont rédigés sur le statut des tribunaux, le Conseil suprême de la justice, les commissions de qualification et les services exécutifs.

Article 7

57. Conformément à l'article 6 de la loi sur les minorités nationales, l'Etat reconnaît à toutes ces minorités le droit à l'autonomie culturelle en ce qui les concerne. Afin de favoriser l'exercice de ce droit et d'encourager sur tous les fronts la formation d'associations plurinationales et interethniques, l'Etat alloue une aide financière et matérielle à 270 associations de minorités nationales. Des centres culturels, des établissements d'enseignement supérieur, des écoles, des théâtres, des musées, des bibliothèques spécialisées, des cercles culturels et des cours d'enseignement des langues des minorités sont créés sur l'initiative de ces associations et avec l'appui de l'Etat.

58. Conformément à l'article 16 de la loi précitée, l'Ukraine ouvre des crédits budgétaires spéciaux pour le développement de la culture des minorités nationales.

59. Le droit à l'éducation est garanti à l'article 53 de la Constitution. L'instruction est obligatoire jusqu'à la dernière classe de l'enseignement secondaire général. Toutes les conditions existent pour que les minorités nationales puissent parler sans restrictions leurs langues dans le cadre de l'éducation nationale. Le pays a entrepris de créer un réseau d'établissements d'enseignement général où seront utilisées diverses langues, pour répondre aux besoins des groupes ethniques en la matière.

60. Durant l'année scolaire 1995-1996, le pays comptait 21 349 écoles : dans 2 965 d'entre elles, l'enseignement a été dispensé en russe, dans 98, en roumain, dans 61, en hongrois, dans 11, en moldave, dans cinq, en yiddish ou en hébreu, dans trois, en polonais et dans une, dans la langue parlée par les Tatars de Crimée. Ainsi, dans 15 % des écoles, les cours ont été donnés dans les langues des minorités nationales. En outre, dans 2 339 écoles (soit 11 %

des établissements du pays), l'enseignement s'est aussi fait dans l'une des langues des minorités nationales.

61. Il a été créé environ 60 établissements parascolaires dans lesquels plus de 73 000 personnes étudient leur langue maternelle. Au cours de l'année écoulée, l'arménien, l'asyor, le gagaouze, le tatar, le turc, le turco-mesket et l'ouzbek ont été inscrits au programme des cours de langue dispensés dans les établissements d'enseignement général et parascolaire, ainsi que dans les universités. Quinze établissements d'enseignement supérieur de l'Ukraine offrent une formation à l'enseignement de la langue et de la littérature des minorités nationales. En outre, afin de mieux répondre aux besoins des minorités nationales en matière d'éducation, les pouvoirs publics ont adopté, en 1994, un programme de relance et de développement de l'enseignement au sein de ces minorités pour la période s'étendant jusqu'à l'an 2000.

62. L'enseignement primaire et secondaire sont gratuits en Ukraine; l'enseignement supérieur l'est aussi pour tout citoyen ukrainien, sur concours, conformément à l'article 53 de la Constitution.

63. La Constitution, en son article 54, garantit à tous les citoyens la liberté de création littéraire et artistique et d'invention scientifique et technique. En Ukraine, le patrimoine culturel est protégé par la loi. Quant à la presse, 48 journaux paraissant dans les langues des minorités nationales répondent aux besoins de ces dernières en matière d'information et de culture. Les heures d'émission de télévision et de radio dans leurs langues s'établissent à 1 225 et à 1 988, par année, respectivement. Soixante livres dans l'une ou l'autre des 19 langues des minorités nationales ont paru en 1994 et plus de 100 en 1995. Le programme de développement de la culture des minorités nationales précité couvrira les besoins de ces minorités en matière de culture.

64. Des mesures sont prises en vue de renforcer les mécanismes mis en place pour empêcher toute manifestation de discrimination interethnique. C'est ainsi qu'a été créée en juin 1996 une commission interdépartementale spéciale munie des pouvoirs requis pour évaluer d'un point de vue juridique et technique les publications paraissant en Ukraine et qui est chargée de déceler au sein de la collectivité d'éventuelles tendances néfastes liées au racisme, au chauvinisme et à l'intolérance religieuse, entre autres, ainsi que de réagir promptement le cas échéant.

65. Aucune restriction fondée sur la race, l'origine ethnique ou nationale, la langue ou quelque autre situation ne vient limiter en Ukraine le droit d'accès à tous lieux et services destinés à l'usage du public, tels que moyens de transport, hôtels, restaurants, cafés, spectacles et parcs. Toute restriction de cette nature serait sévèrement réprimée par la loi et surtout en vertu de l'article 66 du Code pénal.

66. L'Ukraine s'acquitte des obligations internationales qu'elle a contractées concernant la protection des droits des minorités nationales se trouvant sur son territoire et a l'espoir que les droits des 12 millions d'Ukrainiens de souche vivant dans d'autres pays sont protégés au même titre. Un programme spécial en faveur de la diaspora ukrainienne a été établi pour la période s'étendant jusqu'à l'an 2000 par le Comité d'Etat pour les questions

relatives aux nationalités et à la migration, afin d'aider ces Ukrainiens de l'étranger à résoudre leurs problèmes socio-économiques et à répondre à leurs besoins sur le plan de la culture, de la religion et de l'éducation. Les accords multilatéraux et bilatéraux conclus entre Etats constituent pour l'Ukraine un moyen très important de défendre les droits des Ukrainiens à l'étranger. Il n'est pas d'accord de ce type dans lequel l'Ukraine ne suive pas les principes de droit international généralement acceptés et en particulier ceux de l'inviolabilité, de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats.
